

DIVISION DE NANTES

Nantes, le 20 Mars 2017

N/Réf. : CODEP-NAN-2017-010561

ACTIONS CONTROLES BATIMENTS
Place de la Barrière
29600 SAINT MARTIN DES CHAMPS

Lettre en envoi simple et en recommandée avec accusé de réception

Objet Inspection de la radioprotection du 2 mars 2017
Appareil de détection de plomb dans les peintures
Identifiant de l'inspection (à rappeler dans toute correspondance) : INSNP-NAN-2017-0515

Réf. Code de l'environnement, notamment ses articles L.592-21 et L.592-22
Code de la Santé publique, notamment ses articles L.1333-17 et R.1333-98

Madame,

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en charge du contrôle de la radioprotection en France, est représentée à l'échelon local en Bretagne et Pays de la Loire par la division de Nantes. Dans le cadre de ses attributions, la division de Nantes a procédé à une inspection de la radioprotection dans vos locaux le 2 mars 2017.

Il ressort de cette inspection que vous détenez et utilisez un appareil contenant une source radioactive scellée de Cadmium-109 d'une activité nominale de 370 MBq **sans disposer de l'autorisation requise au titre du code de la santé publique.**

En effet, l'autorisation enregistrée sous le numéro T290300 et référencée DEP-NAN-0881-2008 du 31 juillet 2008 vous permettant **de détenir et d'utiliser** un appareil contenant une source radioactive pour la détection de plomb dans les peintures est échue depuis le 31 mai 2013.

Je vous demande de me transmettre soit un dossier de renouvellement de votre autorisation soit une copie de l'attestation de reprise des sources par le fournisseur pour le **30 mars 2017 au plus tard**. Dans l'hypothèse d'une vente de votre appareil, vous nous informerez, par retour de courrier, des coordonnées de l'acheteur et déclarerez à l'IRNS ce mouvement de source.

A défaut, je dresserai procès-verbal pour ce défaut d'autorisation, lequel, conformément à l'article L.1337-5 du code de la santé publique, est punissable d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 15 000 Euros pour le fait d'exercer une activité mentionnée à l'article L.1333-1 sans être titulaire de l'autorisation.

De plus, conformément à l'attestation du fournisseur Thermo Fischer jointe en copie, j'attire votre attention sur le fait que l'activité réelle de votre source radioactive (23 MBq), liée à sa durée d'utilisation, ne garantit plus la fiabilité des mesures réalisées. Il vous appartient, par conséquent, d'entreprendre les démarches nécessaires pour remplacer cette source dans les meilleurs délais.

Je vous prie de bien vouloir agréer, madame, l'expression de ma considération la plus vigilante.

Pour le Président de l'ASN et par délégation,
Le chef de division,

Signé par :
Pierre SIEFRIDT

